

**Convention d'accompagnement aux Mesures de
Compensations Collectives dans le cadre du décret n°2016-
1190 du 31 août 2016**

Entre les soussignées,

La Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole MONCAUT, dont le siège est sis Mairie de Moncaut, - 47310 MONCAUT, représentée par Monsieur Eric DE LAVENERE-LUSSAN, Président, spécialement habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **CUMA de MONCAUT** »
De première part,

Et :

La SEM 47 dont le siège social est 6 bis boulevard Scaliger 47000 AGEN, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Agen sous le numéro 325 517 795, représenté par Monsieur Michel MASSET agissant en qualité de Président Directeur Général

Ci-après dénommée « **SEM47** »
De seconde part,

Ci-après dénommées ensemble les « Parties » et individuellement la « Partie ».

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Avec le projet « Agrinove » porté par le Syndicat Mixte pour le Développement Economique du Néracais, la société SEM 47 est concessionnée dans le cadre de la création d'une Zone d'activité Economique multi site sur la commune de Nérac située dans le Lot-et-Garonne, pour une surface totale de 31,4 ha (dont 4,88 ha conditionnés à la délocalisation du centre équestre), (ci-après « le Projet »).

Le projet, soumis à étude d'impact environnementale et s'étendant sur plus de 5 hectares de terres aujourd'hui en partie à vocation agricole, est aussi concerné par une étude préalable agricole telle que décrite dans le décret n°2016- 1190 du 31 août 2016, aujourd'hui codifié aux articles D. 112-1-18 et s. du Code rural et de la pêche maritime.

Dans ce cadre, l'article L. 112-1-3 du Code rural et de la pêche maritime prévoit que : « *Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole font l'objet d'une étude préalable comprenant au minimum une description du projet, une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, l'étude des effets du projet sur celle-ci, les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que des mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire.* ».

L'étude préalable agricole citée ci-dessus réalisée par W pour le compte de la SEM47, a déterminé les impacts du Projet sur la filière agricole. Le coût de compensation agricole collective est évalué à **78 500 € dont 7 500€ conditionnés à la délocalisation du centre équestre.**

Suite à cet état des lieux, à la demande du porteur de projet, la Chambre d'Agriculture 47 a fait des propositions d'actions pour mettre en œuvre cette compensation collective. Sur le volet compensatoire, plusieurs actions de portée collective sont donc envisagées. Les mesures ont défini avec par le porteur de projet (Syndicat Mixte de Développement Economique du Néracais) après consultation d'Albret Communauté, la mairie et la DDT.

Plusieurs actions locales ont été évoquées lors des différents échanges avec le porteur de projet :

- L'appui à la vente directe sur l'Albret en complément des actions en cours (Bien Manger en Albret...).
- La poursuite des études sur les friches et les agriculteurs de plus de 55 ans, a réalisée en 2018 et 2019 sur 5 communes de l'Albret : Barbaste, Lavardac, Mézin, Montesquieu, Nérac. L'objectif est de caractériser les friches et savoir s'il est envisageable de récupérer du foncier pour assurer une activité agricole, même durant une courte durée à travers une Convention de Mise à Disposition gérée par la SAFER. Les compensations collectives peuvent apporter une aide au repérage des friches et au défrichement afin de permettre leur remise en culture.
- L'appui aux ASA impactées par le projet (ASA de Lalanne, ASA de Nazareth) a

aussi été proposé comme suite à l'analyse des impacts et c'est donc une des mesures choisies par le SMDEN. L'idée est de participer au financement d'équipements permettant d'améliorer le fonctionnement des installations.

• **Le financement de la réalisation d'une aire bétonnée pour le triage des semences de betterave porte-graine pour la CUMA de Moncaut...**

Tel est l'objet de la présente Convention (ci-après la « Convention »), dont les articles à suivre détaillent cette action.

Ceci exposé, les Parties ont convenu et décidé ce qui suit :

I OBJET

Par la présente Convention, SEM 47 s'engage à prendre à sa charge les compensations collectives décrites aux articles II, III et IV des présentes.

II COMPENSATION COLLECTIVE ECONOMIQUE : PARTICIPATION A LA REALISATION D'UNE AIRE BETONNEE POUR LA CUMA dDE MONCAUT

Au titre de la présente Convention, SEM 47 s'engage à participer au financement d'une **aire bétonnée pour le triage des semences de betterave porte-graine pour la CUMA de Moncaut**, en versant à l'obtention de l'arrêté de création de ZAC et à la mise en compatibilité du PLU par le biais d'une Déclaration d'Utilité Publique un montant de **9 600 euros**.

SEM 47 informera la CUMA de Moncaut que les jalons de paiement sont atteints, afin que la CUMA émette un appel à paiement.

SEM 47 règlera les sommes prévues dans les 30 jours suivant la réception des factures relatives à la réalisation de l'aire bétonnée.

La CUMA s'engage à utiliser cette subvention pour l'investissement prévu dans la présente convention.

III CONDITIONS SUSPENSIVES

L'article II prendra effet à la date de réalisation de l'ensemble des conditions suspensives suivantes :

- Le diagnostic, le montant des compensations collectives et les mesures de compensations collectives proposées devront être validés par Monsieur le Préfet après présentation en CDPENAF (Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers).
- La compensation sera versée à condition que le projet obtienne les

autorisations administratives nécessaires à sa réalisation visée en préambule, purgées de tout recours des tiers.

IV. DUREE

La présente Convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, la présente Convention prendra fin en cas d'abandon définitif du projet résultant :

- du rejet définitif de la demande d'autorisation du projet ;
- du retrait définitif de tout ou partie des autorisations administratives indispensables pour réaliser le projet ;
- d'annulation contentieuse définitive de l'autorisation administrative indispensable pour réaliser le projet ;
- de la perte définitive de la maîtrise foncière de tout ou partie des terrains par la SEM47,

et ce, sans indemnité au profit de la CUMA de Moncaut.

Il est rappelé qu'en cas de rejet de la demande en l'état ou de refus de l'autorisation préfectorale ou de refus de l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet pour quelques motifs que ce soit, la SEM 47 se réserve expressément le droit d'effectuer tout recours auprès des autorités administratives ou juridictions administratives compétentes. Dans ce cas, la présente Convention restera valable jusqu'à ce que la décision ait acquis un caractère définitif et soit passée en force de chose jugée.

V. MODIFICATIONS

Toute modification à la présente Convention devra donner lieu à la conclusion d'un avenant entre les Parties.

Les Parties conviennent qu'en cas de réduction des surfaces impactées par le projet supérieur à 5% pour des raisons indépendantes de la volonté de la SEM 47, elles se rencontreront pour faire le bilan des superficies laissées à la vocation agricole. Si cela est nécessaire, elles s'entendront pour revoir en fonction le montant des compensations affectées aux différentes actions et le cas échéant, le proratiser.

VI. SUBSTITUTION

Les parties conviennent que la SEM 47 pourra substituer aux présentes toute personne morale qu'elle désignera dans l'exécution des présentes, ce que la CUMA de Moncaut accepte. Le cessionnaire se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de la SEM 47, sur simple notification faite à la CUMA de Moncaut, à l'adresse mentionnée dans la comparution, cette notification devant impérativement se faire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Elles conviennent de même que la CUMA de Moncaut pourra substituer aux présentes toute personne morale qu'elle désignera dans l'exécution des présentes, ce que la SEM 47 accepte. Le cessionnaire se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de la CUMA de Moncaut, sur simple notification faite à la SEM 47, à l'adresse mentionnée dans la comparution, cette notification devant impérativement se faire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

VI RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des Parties des engagements de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit un (1) mois après une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

En cas de manquement grave des obligations de la présente Convention par l'une des Parties, celle-ci sera résiliée de plein droit dès constatation de ce ou ces manquements.

VII LITIGE -ELECTION DE DOMICILE

Les Parties s'efforceront de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente convention.

Tout litige qui ne pourrait être résolu de cette manière dans un délai de trois (3) mois sera soumis au Tribunal de Proximité d'Agen.

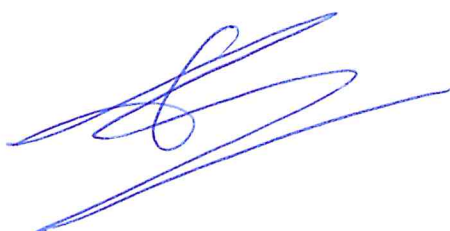
Les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

Le ,

Pour la CUMA de MONCAUT
Le Président,

Pour la SEM 47
Le Président Directeur Général

Eric DE LAVENERE-LUSSAN



Michel MASSET

